

Lacunes des labels énergétiques

Ces deux exposés ont lancé la discussion. Les parlementaires ont été surpris d'apprendre que les labels énergétiques courants ne couvrent même pas 40% de l'ensemble des besoins primaires en énergie. À ce jour, plus de 60% ne sont donc toujours pas assurés. Il est nécessaire de déplacer, plus qu'aujourd'hui, le centre d'intérêt de l'isolation et de l'énergie de chauffage vers une réflexion globale sur l'énergie.

La voie SIA vers l'efficacité énergétique (cahier technique SIA 2040) est un instrument important qui sert de base à cette approche globale. Elle prévoit une analyse globale du bilan énergétique des bâtiments et des zones urbanisées, en tenant compte de l'exploitation, de la construction et de la mobilité.

Dans son exposé, Adrian Altenburger n'a pas caché que la consommation énergétique des bâtiments est aujourd'hui de mieux en mieux maîtrisée sur le plan technique; grâce à des systèmes d'isolation efficaces alliés à des modules photovoltaïques et des systèmes de stockage d'énergie de plus en plus performants, la maison à énergie positive, nouveau standard général de construction, semble n'être plus qu'une question de temps. Soulignant cette position, le conseiller national bernois Jürg Grossen (pvl) a cité en exemple son immeuble de bureaux, vieux de 15 ans: les besoins énergétiques pourraient être réduits des deux tiers sans entreprendre une grosse rénovation de façade, en apportant simplement des modifications techniques – un résultat inférieur au standard d'un bâtiment Minergie.

Pour la mobilité en revanche, aucun retournement de tendance n'est en vue, contrairement aux bâtiments, a déclaré Hans Georg

Bächtold, directeur de la SIA. Nos déplacements sont de plus en plus fréquents, sur des distances toujours plus grandes. Si l'on veut faire bouger les choses, envisager chaque bâtiment ne suffit plus, a-t-il ajouté. « Le tournant énergétique est également un sujet de société, l'enjeu résidant dans les changements nécessaires en termes d'aménagement du territoire. Si les gens travaillent de plus en plus sur les lieux où ils habitent, les trajets seront réduits et la mobilité connaîtra aussi un tournant. »

Intérêt économique du tournant énergétique

Beat Jans (PS) a, comme le Neuchâtelois Raymond Clottu (UDC), souligné l'importance économique du tournant énergétique. Depuis l'année 2000, l'augmentation de prix des importations de gaz et de pétrole a, à elle seule, coûté 6,5 milliards de francs à la Suisse. « Cet argent fait défaut au pays pour mettre en œuvre le tournant énergétique », déclare Beat Jans. « Nous devrions investir les milliards de francs que nous dépensons pour les énergies fossiles, c'est-à-dire le pétrole et le gaz libyens ou russes, à développer des brevets et encourager des innovations », revendique le conseiller national. Cet argent servirait en même temps à créer des emplois et à mettre en place une production électrique d'avenir en Suisse.

Eric Nussbaumer (PS), conseiller national du canton de Bâle-Campagne, partage le point de vue d'Adrian Altenburger: le domaine de l'optimisation de l'exploitation, c'est-à-dire la conception et la gestion optimales des installations énergétiques, recèle d'immenses ressources inexploitées, qui, comparativement, pourraient être mises en valeur sans difficulté. La phase d'exploitation des bâtiments n'a, à ce jour, jamais été intégrée à la loi sur l'énergie. « La commission compétente vient de le faire », explique Eric Nussbaumer. « Notre objectif est qu'une obligation légale impose à l'avenir de contrôler l'exploitation d'un bâtiment et, dans la mesure du possible, de l'optimiser. »

Luca Pirovino, responsable énergie SIA
Frank Peter Jäger, rédaction pages SIA

DÉBAT URBANITÉS: Y A-T-IL UN URBANISTE DANS LA VILLE ?

Quelles formations et quelles attentes? Questions piquantes et ô combien d'actualité que la SIA Vaud pose à l'enseigne de son prochain débat Urbanités, lundi 16 février à 18h30 au forum d'architectures à Lausanne. Ces dernières années, des projets ambitieux émergent et se concrétisent sur l'Arc lémanique. Leur échelle et leur complexité semblent avoir une influence sur la fabrique de la ville. Le constat



est partagé par de nombreux professionnels qui soulignent l'évolution du métier d'urbaniste. Se pose alors la question des compétences indispensables requises à l'élaboration, à la gestion et au suivi des grands projets.

L'urbaniste doit-il être projeteur, coordinateur, constructeur, narrateur, communicateur? De quelles compétences les pouvoirs publics et les bureaux d'urbanistes ont-ils besoin pour la planification et la mise en œuvre de leurs projets? Les professionnels présents sur le marché du travail suisse possèdent-ils ces compétences? Les recours seraient-ils le signe de l'incapacité des urbanistes à réaliser des plans d'aménagement de qualité? Quelles sont les formations d'urbanistes proposées par nos hautes écoles? Répondent-elles à l'évolution du métier? Le rôle de l'urbaniste est-il suffisamment reconnu pour qu'il puisse relever de tels défis pour nos villes?

Trois intervenants: Ariane Widmer, architecte-urbaniste EPFL, cheffe de projet SDOL; Antonio Da Cunha, professeur à l'Université de Lausanne; enfin Daniel Rossellat, syndic de Nyon et président du Paléo Festival. Le rédacteur en chef adjoint de la revue TRACÉS, Cedric van der Poel, assurera le rôle de modérateur.

Plus d'infos: www.vd.sia.ch/urbanites_saison_14_15



(Photo Yoshiko Kusano)